

Trou de la Sécu et téléportation des médecins

Le « trou de la Sécu » ferait partie du fardeau laissé aux générations futures. Supposons que le « trou » de l'année X provienne des dépenses faites pour payer les médecins d'une année précédente, l'année A . Ce sont bien les médecins de l'année A , et non ceux de l'année X , qui soignent les malades de l'année A , la téléportation des médecins de X en A n'étant pas possible. *Quid* du trou, alors ? Celui-ci provient de ce que les cotisations prélevées sur les revenus de la population ne couvrent pas toutes ses dépenses. Pour payer les médecins, la Sécu emprunte alors auprès de ceux qui ont des ressources qu'ils ne sont pas disposés à utiliser pendant l'année A . Quand vient l'année X , les enfants de ceux qui ont fourni en A des ressources à la Sécu demandent à être remboursés. Ce qu'elle fait en prélevant une partie *des ressources de l'année X*. Les enfants des prêteurs consommeront donc plus qu'ils ne l'auraient fait s'ils n'avaient pas hérité des titres de leurs parents, les autres consommant moins, mais ils seront dans l'ensemble, eux ou leurs parents, en meilleure santé que dans le cas où la Sécu ne se serait pas endettée pendant l'année A . Rien ne permet donc de dire que la génération de l'année A est formée d'une bande de flemmards qui ne fait pas le boulot que ses enfants vont devoir faire à sa place. Les enfants ne vont pas produire en X les ressources qui ont été consommées en A par leurs parents, et les médecins n'ont pas moins travaillé en A du fait de la dette publique. Il se peut même que sans celle-ci, ils auraient moins travaillé.

◆ Dette des administrations publiques et idéologie

La question de l'influence de la dette des administrations publiques sur le bien-être des générations futures est une question complexe, qui n'admet pas une réponse unique, valable partout et toujours. Elle ne peut être abordée qu'en prenant en compte les circonstances dans lesquelles se trouvent les pays, leur histoire passée, le degré d'utilisation de leurs ressources, l'état d'esprit des populations, leur niveau de formation, etc.

Si l'on se réfère pourtant au discours ambiant, tout est simple : la dette des administrations publiques ne peut avoir que des effets négatifs sur le bien-être futur des populations. Ceux qui tiennent ces propos en sont tellement convaincus qu'ils commettent la faute grossière, surtout lorsqu'ils s'adressent au grand public, de voir dans cette dette celle de la France. Parmi eux, il y a malheureusement beaucoup d'économistes, qui n'ignorent pourtant pas ce qu'il en est exactement. Seule l'idéologie peut expliquer de tels égarements. À l'origine, il y a la croyance *a priori*, si répandue depuis les années 1980, qu'il est dans la nature de l'État d'être inefficace dès qu'il s'agit d'économie, et qu'il vaut donc mieux laisser faire les marchés chaque fois que c'est possible.

L'image du fardeau des générations futures, martelée surtout à partir des années 1990, est une arme puissante dans cette perspective, vu la charge affective très forte qu'elle porte : quoi de pire que d'accuser quelqu'un de sacrifier ses enfants ? Les citations pullulent, mais une seule suffira, puisqu'elle est le fait de celui qui fut qualifié un jour de « meilleur économiste de France », professeur à la Faculté de sciences économiques de Paris et auteur d'un manuel qui a formé des générations d'économistes et d'énarques. L'ancien Premier ministre Raymond Barre, le 1^{er} mars 2007 sur France Culture, a en effet expliqué doctement que : « Il faut bien faire comprendre aux Français qu'ils mènent une vie douce et douillette, mais que ce sont leurs enfants et leurs petits-enfants qui auront à régler la dette. Ce n'est pas correct. » On se demande comment l'ensemble des Français peut mener « une vie douce et douillette » tout en ne faisant rien, à moins d'admettre que ce soit grâce au travail de leurs enfants... dans le futur, ce qui est absurde !

Ce genre de discours a donc pour but, consciemment ou pas, de culpabiliser les gens, à commencer par les plus démunis, pour leur faire accepter l'idée qu'ils ne travaillent pas assez,

qu'ils sont trop souvent malades, qu'ils ne songent qu'à leur retraite, qu'il y a trop d'assistés, etc. On oublie évidemment de leur rappeler que ce sont eux qui ont construit les infrastructures – routes, ponts, voies ferrées, hôpitaux, écoles, lycées, logements, réseaux de tout ordre, etc. – dont les investisseurs étrangers vantent les qualités et dont bénéficieront les générations futures, sans parler des créances acquises sur l'étranger à la fin des années 1990 et au début des années 2000, au moment même où le thème du fardeau des générations futures a envahi la sphère médiatique.

Ceux qui tiennent ce discours le font la plupart du temps à partir d'une position confortablement installée, à l'Université, dans les banques, les grandes entreprises ou l'administration, persuadés qu'ils sont, eux, de grands travailleurs, très productifs et, surtout, que ce ne sont pas eux qui laissent le fameux fardeau aux générations futures, mais plutôt le reste de la population, qui ne cherche qu'à travailler le moins possible, et qu'il faut donc remettre sur le droit chemin de l'effort, même si c'est au prix de certaines souffrances, inévitables hélas ! Mais que ne ferait-on pour « nos enfants » ?

◆ Retraites et démographie

La question des retraites s'inscrit dans celle, plus vaste, de l'épargne, qui consiste à mettre de côté des ressources à un moment donné pour faire face à des besoins futurs. L'image qui vient à l'esprit à ce propos est celle de l'écureuil qui stocke en été des noisettes pour l'hiver suivant. Il suffit toutefois de réfléchir un peu pour constater que cette image ne s'applique pas à l'homme qui vit en société, surtout que l'épargne est faite ici en vue de la retraite, avec un horizon qui peut se chiffrer en dizaines d'années. Mettre de côté, lorsqu'on vit dans une société marchande, consiste essentiellement à acquérir des droits sur la